



Gaza 2035 : Le plan de Netanyahu pour raser et reconstruire l'enclave

Des hommes d'affaires israéliens proches du Premier ministre souhaitent transformer une bande de Gaza détruite en un centre commercial et industriel régional sous contrôle israélien, exploitant le gaz naturel palestinien et la main-d'œuvre bon marché.

Par [The Cradle](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2024

[The Cradle](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Ce projet élaboré par les sionistes & les États-Unis depuis peut-être des décennies n'est dévoilé qu'aujourd'hui, grâce aux événements du 7 octobre qu'Israël exploite pour sceller la Nakba II à Gaza.

*

Des documents publiés en ligne exposent la vision d'après-guerre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour la bande de Gaza, connue sous le nom de "Gaza 2035", a [rapporté](#) le *Jerusalem Post* le 3 mai.

Ce projet prévoit de maintenir Gaza sous le contrôle permanent de la sécurité israélienne, de réaliser des investissements importants pour reconstruire l'enclave dévastée "à partir de rien" avec l'aide du Golfe, de faire de Gaza une plaque tournante régionale pour le commerce et l'énergie, et d'exploiter la main-d'œuvre palestinienne bon marché et le gaz naturel au profit d'intérêts commerciaux israéliens.

Le document qualifie Gaza d'"avant-poste iranien" qui "sabote les chaînes d'approvisionnement émergentes" tout en affirmant, par euphémisme, qu'il "contrecarre tout espoir futur pour le peuple palestinien".



Selon le document, le projet comporte trois étapes.

La première étape devrait durer 12 mois et verrait Israël créer des *“zones sûres libérées du contrôle du Hamas”* à Gaza, en progressant du nord vers le sud.

Les Palestiniens de Gaza gèreraient ces zones de sécurité sous la supervision d’une coalition d’États arabes, chargée de fournir une aide humanitaire.



Image de Gaza générée par l'intelligence artificielle dans le plan du Cabinet du Premier ministre pour une Gaza d'après-guerre, le 3 mai 2024. (Crédit photo : Jerusalem Post)

La deuxième étape durerait de cinq à dix ans. L'armée israélienne conserverait le contrôle de la bande de Gaza, tandis que les États arabes seraient chargés de la reconstruction dans le cadre d'une autorité de réhabilitation de Gaza (GRA) nouvellement créée, et que les Palestiniens gèreraient les zones de sécurité.







Les efforts de reconstruction consisteraient à *"reconstruire à partir de rien"* et à concevoir de nouvelles villes sur des bases entièrement nouvelles, avec des conceptions et une planification modernes. Cela implique que l'armée israélienne continuera à détruire une grande partie, voire la totalité, de Gaza par des bombardements et des démolitions contrôlés.



La troisième étape verrait les Palestiniens “autogouverner” une Gaza démilitarisée, tandis qu’Israël conserverait le droit d’agir contre les “menaces à la sécurité”.

La dernière étape, note le *Jerusalem Post*, consisterait pour les Palestiniens à “gérer entièrement Gaza de manière indépendante” et à adhérer aux accords d’Abraham, un accord liant plusieurs États arabes existants dans une alliance avec Israël.

Le *Jerusalem Post* affirme que ce projet profiterait aux Palestiniens de Gaza en leur offrant des possibilités d’emploi et une éventuelle “autogouvernance” – sous le contrôle permanent des services de sécurité israéliens.

<p>Israel </p> <ul style="list-style-type: none"> • Long-term security in the south • Integration in the region • Economic opportunities in the south of the country • Normalization with Saudi Arabia 	<p>U.S </p> <ul style="list-style-type: none"> • Stabilization of the MAZAT • regional dominance • Realizing the vision of IMEC (India-Mertia Corridor) and securing the global supply chains 	<p>Saudi Arabia, Emirates, Bahrain </p> <ul style="list-style-type: none"> • Stability and regional influence • Defense alliance with the US (Saudi Arabia) • Access to the Mediterranean Sea (railways, pipelines, port) • An intervention model that can be repeated in Yemen, Syria and Lebanon • Encouraging direct investments in their economies
<p>Egyptians </p> <ul style="list-style-type: none"> • Preventing the spillover of the crisis to Sinai • Stopping the export of Islamic radicalism from Gaza to Egypt • Employment opportunities in Sinai • Financial assistance • Positioning as a regional power 	<p>Gaza population </p> <ul style="list-style-type: none"> • The end of the oppressive rule of Hamas • Ending the siege on Gaza and opening it to the world • Massive employment opportunities • A clear horizon for Palestinian self-government • A path to the reunification of Gaza and the West Bank under one Palestinian rule 	<p>Jordan </p> <ul style="list-style-type: none"> • Reducing internal pressures • Financial incentives • Stopping the export of Islamic radicalism from Gaza to Jordan

De nombreux hommes politiques israéliens ont demandé que les 2,3 millions d’habitants de Gaza soient expulsés de force vers l’Égypte ou l’Europe. Mais le projet prévoit apparemment que certains restent à Gaza comme source de main-d’œuvre bon marché.

Selon le *Jerusalem Post*, ce projet profiterait aux États du Golfe en leur offrant

“des accords défensifs avec les États-Unis et un accès illimité aux ports méditerranéens de Gaza par le biais de chemins de fer et de pipelines”.

Le plan vise à faire de Gaza un port industriel majeur sur la Méditerranée, facilitant l'exportation de marchandises gazaouies, de pétrole saoudien et d'autres matières premières en provenance du Golfe.

Il prévoit également la création d'une vaste zone de libre-échange s'étendant de la ville israélienne de Sderot à Al-Arish sur la côte égyptienne, en passant par Gaza, qui servirait les intérêts commerciaux des trois pays.

Israël exploiterait les gisements de gaz naturel au large de la côte de Gaza pour fournir l'énergie nécessaire à la production industrielle. Israël bloque depuis des décennies le développement de ces gisements, qui appartiennent légalement aux Palestiniens.

Le *Jerusalem Post* ajoute que le projet comprend une proposition de fabrication de voitures électriques dans la zone de libre-échange, complétée par une “*fabrication chinoise bon marché*”, ce qui laisse entendre que la main-d'œuvre palestinienne bon marché de Gaza serait essentielle au projet.

Les intérêts commerciaux israéliens en tireraient certainement le plus grand avantage. Le *New York Times* (NYT) a [rapporté](#) le 3 mai que le projet pour Gaza a été élaboré en novembre par

un “groupe d'hommes d'affaires, pour la plupart israéliens, dont certains sont proches de M. Netanyahu”.

Le NYT ajoute que les responsables ont déclaré le plan “*à l'étude au plus haut niveau du gouvernement israélien*”.

Tout plan israélien pour la bande de Gaza d'après-guerre devra également tenir compte des exigences de la communauté des colons religieux d'extrême droite d'Israël, qui exige la colonisation de la bande de Gaza et la construction de colonies juives après la guerre.

Le ministre du Logement et de la Construction, Yitzhak Goldknopf, chef du parti ultra-orthodoxe United Torah Judaism, a publié le 14 mai un message vidéo approuvant une marche de protestation qui appelle à la reprise de la colonisation israélienne dans la bande de Gaza.

“Il est très important de s'associer à cette marche et de participer ensuite au grand rassemblement qui aura lieu à Sderot”, déclare-t-il.

Selon les organisateurs, des bus amèneront des participants de tout le pays à la manifestation, qui a également reçu le soutien de la députée d'extrême droite d'Otzma Yehudit, Limor Son Har-Melech.



La journaliste Vanessa Beeley conclut que le projet “Gaza 2035” comprendrait effectivement l’expulsion forcée des Palestiniens et la construction de colonies juives, et qu’il a probablement été élaboré bien plus tôt que ne le reconnaît le *NYT*. Elle [écrit](#) :

“Ce qui est certain, c’est que ce projet est dans les cartons des sionistes et des États-Unis depuis peut-être des décennies, et qu’il n’est mis en œuvre qu’aujourd’hui, à la faveur des événements du 7 octobre, qu’Israël exploite pour assurer la Nakba II à Gaza et accroître l’empreinte sioniste dans ce qui reste de la Palestine dans les territoires occupés”.

Lien vers l’article original en anglais :

<https://thecradle.co/articles/gaza-2035-netanyahu-hatches-plan-to-raze-and-rebuild-enclave>

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [The Cradle](#), [The Cradle](#), 2024

Articles Par : [The Cradle](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d’articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l’article, l’adresse url ainsi qu’un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca